

Services sans frontières. Mondialisation, normalisation et régulation de l'économie des services, Jean-Christophe GRAZ et Nafi NIANG (dir.), 2013, Paris, Presses de Sciences Po, 400 p.

Jérôme Montes

Volume 44, Number 3, September 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1021147ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1021147ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Montes, J. (2013). Review of [*Services sans frontières. Mondialisation, normalisation et régulation de l'économie des services*, Jean-Christophe GRAZ et Nafi NIANG (dir.), 2013, Paris, Presses de Sciences Po, 400 p.] *Études internationales*, 44(3), 504–505. <https://doi.org/10.7202/1021147ar>

**Services sans frontières.
Mondialisation, normalisation
et régulation de l'économie
des services**

*Jean-Christophe GRAZ
et Nafi NIANG (dir.), 2013, Paris,
Presses de Sciences Po, 400 p.*

Cet ouvrage collectif universitaire traite du rôle des normes techniques dans la mondialisation des services. Il aspire à renouveler les études internationales en plaçant la question des services au cœur du régime de croissance capitaliste. En effet, les douze co-auteurs contribuent au débat critique sur l'internationalisation des services en la situant dans une dynamique transnationale. Singulier par sa thématique, l'ouvrage s'éloigne ainsi des analyses conventionnelles sur la mondialisation des marchés et du paradigme réaliste, notamment des rapports interétatiques de puissance. Le parti pris des auteurs est bien de mettre en perspective les polémiques sur la sous-traitance et les délocalisations. Ils ouvrent ainsi la voie à de nouvelles hypothèses sur les liens entre tertiarisation, internationalisation et normalisation.

Symbole du succès des politiques de développement économique ou symptôme d'un libéralisme aux effets pernicioseux, la mondialisation des services alimente de nombreux fantasmes. Actuellement, les services représentent 80 % du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), tandis qu'ils ne constituent que 20 % des échanges internationaux. Ce paradoxe tient à la difficulté de réguler les services sur la base de normes internationales de type ISO (Organisation internationale de normalisation). Il en résulte une hypothèse qui sous-tend

toutes les interventions : la singularité des services entraverait le processus d'internationalisation. La ligne générale de l'ouvrage concerne la logique très particulière à laquelle obéissent les activités de services, chaque auteur pointant des différences par rapport aux biens industriels. Les études réunies dans l'ouvrage soulignent ainsi toutes les difficultés qu'induit la particularité des services dans un contexte de mondialisation.

Le caractère oligopolistique des secteurs observés – particulièrement les services informatiques (chapitre 7) et marchands (chapitre 5) – constitue un facteur de mondialisation et les acteurs les plus concernés par cette internationalisation sont les grandes entreprises. Par exemple, l'usage d'un langage informatique générique du type « Extensible Markup Language » (XML) est emblématique de la manière dont un usage stratégique des arènes de normalisation peut générer des profits (chapitre 7). Néanmoins, le critère de « configuration productive » montre que les services relationnels et immatériels sont plus complexes à internationaliser que les services logistiques ou informationnels (chapitre 2). Le prisme de l'interprétation marxiste révèle que ce n'est pas la spécificité d'un service qui détermine ses conditions d'internationalisation, mais bien la qualification des processus impliqués dans la coproduction de ce service (chapitre 4). Le secteur de la réassurance illustre que la normalisation des services fait jouer de façon différenciée la relation entre le principe de souveraineté territoriale et la poursuite d'un régime de croissance capitaliste alimentant un processus de « transnationalisation » (chapitre 3). Dans le même ordre d'idées,

les délocalisations de services au Maroc mettent en lumière à quel point les normes internationales constituent des mécanismes performatifs qui produisent des visions multiples de l'internationalisation des services (chapitre 9). L'étude des logiques de compétition et de l'internationalisation de l'enseignement supérieur montre par exemple que les listes de classement institutionnalisent davantage la pratique des évaluations chiffrées (chapitre 8). Quant à l'industrie du capital-risque, son essor dépend de la régulation internationale en matière de propriété intellectuelle et de brevets (chapitre 6).

Le marché de la réassurance illustre l'ancrage national de l'encadrement institutionnel et des entraves à l'internationalisation (chapitre 3). En revanche, l'internationalisation de l'industrie du capital-risque requiert une complémentarité institutionnelle où niveaux national et international s'entrelacent (chapitre 6). Tant l'approche « régulationniste » (chapitre 2) que marxiste (chapitre 4) ou l'analyse des ambivalences de l'État postcolonial (chapitre 9) mettent en avant l'impact du caractère culturel et symbolique d'un cadre institutionnel sur l'internationalisation des services. Les notions d'autorité hybride ou privée transnationale sont maintes fois mentionnées. Les contributions les plus novatrices insistent sur le fait que la normalisation technique relève de formes d'action collective et d'autorité transnationale inédites.

La normalisation passe par divers mécanismes non étatiques, qui peuvent être préalables à la collaboration interétatique et ne pas être nécessairement formalisés. Or la volonté de réguler les prestations de

services n'est absolument pas neutre, comme le souligne l'empreinte de la conception anglo-saxonne du marché sur la normalisation de la comptabilité et de l'audit (chapitre 5). C'est ce que confirme aussi l'effet Pygmalion des palmarès universitaires (chapitre 8). Le pouvoir réglementaire de la Commission européenne en apporte une autre illustration. Les normes structurent ainsi un modèle singulier de capitalisme. Elles sont instrumentalisées par les firmes multinationales pour asseoir leur rente monopolistique. C'est ce dont témoignent les stratégies mises en œuvre par les deux géants mondiaux de la réassurance (chapitre 3), les « big four » (chapitre 5), les « capital-risqueurs » (chapitre 6) ou Microsoft (chapitre 7).

Au final, le lecteur appréciera le large éventail d'études de cas qui, sans être exhaustif, vient appuyer la démonstration des contributeurs. La variété des thématiques théoriques (économie politique internationale, théorie de la régulation, marxisme, sociologie économique), institutionnelles (gouvernance locale, nationale, régionale et globale) et sectorielles (finance, technologies de l'information et de la communication [TIC], formation, enseignement, recherche, etc.) fait la valeur de cet ouvrage. Enfin, les quelques tableaux et graphiques, auxquels s'ajoute un savant agencement des références bibliographiques, sauront contenter tout autant le théoricien que le praticien des relations internationales. En ouvrant la réflexion sur de nouvelles hypothèses de recherche, l'ouvrage justifie pleinement que l'on s'y penche sans tarder.

Jérôme MONTES
Université des métiers de Bayonne
France